

Bujumbura s'insurge contre une réunion sur le Burundi prévue vendredi à Bruxelles

PANA, 17 octobre 2017 Burundi : Tension croissante - L'approche d'une rencontre internationale sur le Burundi Bujumbura, Burundi - Une rencontre internationale est prévue le 20 octobre prochain, à Bruxelles, en Belgique, sur la situation socio-politique au Burundi. Des voix hostiles la considéraient mardi, une initiative « néocolonialiste, sans lendemain ». [Photo : L'euro député Louis Michel (g) et l'avocat du barreau de Bruxelles Bernard Maingain (d) cible un éditorial virulent de la radio d'Etat burundaise.]

La situation socio-politique au Burundi préoccupe toujours la communauté internationale, plus de deux ans après les élections controversées et marquées de violences de 2015, contre l'avis des autorités burundaises qui soutiennent le calme et la sécurité ont fini par se rétablir sur l'ensemble du territoire national. Un avis contraire est généralement perçu à Bujumbura où des marches-manifestations emplit les rues de la capitale, samedi dernier encore, pour crier haro sur la prochaine réunion de Bruxelles et ses initiateurs. Ce mardi, un éditorial de la radio d'Etat burundaise a relayé la colère envers l'influent député européen d'origine belge, Louis Michel, et l'avocat du barreau de Bruxelles Bernard Maingain. Les deux ressortissants de l'ancienne puissance tutrice du Burundi ont été accusés d'être les principaux instigateurs de la prochaine réunion dirigée « contre le Burundi et ses dirigeants » qui ne comptent pas y participer, ni se faire représenter à un niveau ou à un autre. L'éditorial a soutenu que la date de la réunion n'avait été choisie au hasard par les organisateurs puisque les Burundais commémoreront, le lendemain, le 24^e anniversaire de l'assassinat du héros de la démocratie, l'ancien président de la République, Melchior Ndadaye. A cette date, les Burundais vont pleurer le héros de la démocratie, pendant que Louis Michel, Bernard Maingain et leurs acolytes burundais seront en train de se marrer quelque part, s'est avancé l'éditorialiste. Des activistes des droits de l'homme burundais en exil en Belgique font partie des organisateurs de la réunion controversée de Bruxelles sur le Burundi. Ce « camp du déni des réalités » est encore accusé de s'engager dans une course effrénée contre la montre au moment où la décision du Burundi de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI) sera effective le 27 octobre prochain. Toutefois, « ils veulent récupérer une situation qui leur échappe » car, d'avis de l'éditorialiste, l'essentiel est que « l'Afrique, toute entière », soit derrière le Burundi, sa souveraineté, ses structures judiciaires et ses dirigeants. Le 29 septembre dernier, deux résolutions s'élevaient à l'Assemblée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, celle des Africains voulant que la justice burundaise ait la primauté sur le droit international pour entendre les crimes supposés contre l'humanité, les crimes de guerre et de génocide ayant jalonné la crise politique de ce pays des Grands Lacs. La résolution a été adoptée en même temps que celle des Européens, une première qui a ouvert le chemin sur leur mise en application possible et effective, dans une telle dualité. La Belgique fâche encore à Bujumbura pour avoir pris le leadership des sanctions de l'Union européenne et principal partenaire technique et financier traditionnel, jusqu'à l'ouverture d'un dialogue inclusif et sincère entre tous les protagonistes de la crise burundaise. Les effets des sanctions sur un pays sans ressources autres que le café n'ont pas tardé à se faire sentir sur tous les aspects de la vie nationale, comme la rareté des devises fortes pour importer les produits stratégiques, notamment le carburant, le médicament ou encore des pièces de rechange, déplorant les milieux d'affaires à Bujumbura.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});